



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

Provisoire

8651^e séance

Mercredi 30 octobre 2019, à 15 heures
New York

Président : M. Matjila (Afrique du Sud)

Membres :

Allemagne	M. Licharz
Belgique	M. Pecsteen de Buytswerve
Chine	M. Wu Haitao
Côte d'Ivoire	M. Moriko
États-Unis d'Amérique	M. Barkin
Fédération de Russie	M. Safronkov
France	M. de Rivière
Guinée équatoriale	M. Ondo Angue
Indonésie	M. Djani
Koweït	M. Bourisly
Pérou	M. Duclos
Pologne	M. Jamróz
République dominicaine	M. Trullols Yabra
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Allen

Ordre du jour

La situation concernant le Sahara occidental

Rapport du Secrétaire général sur la situation concernant le Sahara
occidental (S/2019/787)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 heures.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation concernant le Sahara occidental

Rapport du Secrétaire général sur la situation concernant le Sahara occidental (S/2019/787)

Le Président (*parle en anglais*) : Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2019/787, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la situation concernant le Sahara occidental.

Les membres du Conseil sont saisis du document S/2019/847, qui contient le texte d'un projet de résolution déposé par les États-Unis d'Amérique.

Le Conseil est prêt à procéder au vote sur le projet de résolution dont il est saisi. Je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution.

Il est procédé au vote à main levée.

Votent pour :

Belgique, Chine, Côte d'Ivoire, République dominicaine, Guinée équatoriale, France, Allemagne, Indonésie, Koweït, Pérou, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique

Votent contre :

Néant

S'abstiennent :

Fédération de Russie, Afrique du Sud

Le Président (*parle en anglais*) : Le résultat du vote est le suivant : 13 voix pour, zéro voix contre et 2 abstentions. Le projet de résolution est adopté en tant que résolution 2494 (2019).

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration après le vote.

M. Barkin (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Nous nous félicitons du message fort de soutien envoyé par le Conseil à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) et à son mandat. Nous considérons que le moment est venu de trouver une solution politique

juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental. Si nous sommes déçus que certains membres du Conseil aient une fois de plus décidé de s'abstenir dans le vote, nous savons que le Conseil est uni dans sa conviction que le processus politique doit se poursuivre sans retard.

Nous tenons à remercier l'ancien Président Köhler et son équipe de l'avancée historique qu'ils ont réalisée en réunissant autour de la même table le Maroc, le Frente Popular para la Liberación de Saguía el-Hamra y de Río de Oro (Front POLISARIO), l'Algérie et la Mauritanie. Je remercie également le Représentant spécial du Secrétaire général, Colin Stewart, et toute l'équipe de la MINURSO de leurs efforts. Nous exhortons les parties à travailler de manière constructive avec la Mission. Nous attendons, par ailleurs, avec intérêt la désignation dans les meilleurs délais d'un nouvel Envoyé personnel par le Secrétaire général. Cela permettra de faire avancer le processus politique et de préserver la dynamique créée par l'ancien Président Köhler.

Je voudrais, toutefois, qu'une chose soit claire. Le renouvellement du mandat de la MINURSO pour 12 mois dans ces circonstances singulières ne signifie pas un retour au statu quo. Les États-Unis appellent donc les parties à mener un dialogue de bonne foi et sans conditions préalables, en n'oubliant pas l'importance cruciale que revêt l'inclusion des femmes et des jeunes dans ces discussions. Nous exhortons également les pays ayant de l'influence au Sahara occidental à faire preuve de créativité en réfléchissant à la manière de faire avancer le processus de paix afin que nous puissions appuyer le nouvel Envoyé personnel, une fois désigné. Pour parvenir à une percée durable, toutes les parties concernées devront se montrer prêtes à aborder les négociations avec une réelle volonté de progresser.

M. Allen (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : C'est avec plaisir que le Royaume-Uni a voté pour cette résolution.

Je voudrais saisir l'occasion qui m'est donnée pour exposer notre position sur le Sahara occidental. Nous réaffirmons notre appui aux efforts déployés par le Secrétaire général pour faire avancer le processus politique et parvenir à un règlement politique juste, réaliste, pragmatique, durable et mutuellement acceptable de la question du Sahara occidental, sur la base d'un compromis et conformément aux résolutions du Conseil de sécurité. Nous appuyons fermement la poursuite de l'action de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au

Sahara occidental (MINURSO) et de M. Colin Stewart, Représentant spécial du Secrétaire général, ainsi que le renouvellement du mandat de la MINURSO pour une nouvelle période de 12 mois, qui permettra de donner à la Mission l'assurance et l'appui dont elle a besoin pour mener à bien son important travail.

Le Royaume-Uni est particulièrement reconnaissant à M. Horst Köhler, l'ancien Envoyé personnel du Secrétaire général, des efforts qu'il a déployés pour faire avancer le processus politique. Nous nous félicitons de la participation des délégations du Maroc, du Frente Popular para la Liberación de Saguía el-Hamra y de Río de Oro (Front POLISARIO), de l'Algérie et de la Mauritanie aux deux tables rondes organisées pendant le mandat de M. Köhler. Nous espérons que son successeur pourra être désigné afin qu'il puisse faire fond sur ses efforts dans les plus brefs délais. À cette fin, nous réaffirmons notre appui au processus de l'ONU et notre détermination à aider les parties à parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable, fondée sur le compromis, qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental dans le cadre d'arrangements conformes aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

Nous soulignons le rôle primordial joué par l'ONU dans les efforts de médiation en vue de régler la question, et prenons acte du rôle et des responsabilités dévolus aux parties. Nous saluons les efforts sérieux et crédibles déployés par le Maroc pour faire avancer le processus vers un règlement. Nous appelons les parties à faire preuve d'une plus grande volonté politique pour trouver une solution, y compris en renouvelant leur engagement à appuyer les efforts de l'ONU, et nous exhortons les pays voisins à continuer de contribuer positivement au processus.

M. Moriko (Côte d'Ivoire) : La Côte d'Ivoire se félicite de l'adoption de la résolution 2494 (2019) relative au renouvellement du mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) jusqu'au 31 octobre 2020, et salue l'excellent travail abattu par les États-Unis, porte-plume des questions éponymes.

En votant pour ce projet de résolution, la Côte d'Ivoire tient à réaffirmer son appui à l'élan et à la dynamique positive créée par le processus des deux tables rondes avec la participation du Maroc, de l'Algérie, de la Mauritanie et du Frente Popular para la Liberación de Saguía el-Hamra y de Río de Oro

(Front POLISARIO), qui nous permettent de croire à une solution politique pérenne du différend, sous les auspices des Nations Unies. Mon pays voit dans cette résolution l'expression du plein soutien du Conseil de sécurité aux efforts déployés à ce jour par M. Horst Köhler, Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental. La Côte d'Ivoire souhaite vivement que le prochain Envoyé personnel s'appuie sur les réalisations de l'ancien Représentant personnel et sur l'accord des quatre participants de se réunir à nouveau dans le même format. À cet effet, il importe que les parties prenantes continuent de s'investir afin de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable, fondée sur des compromis hardis, en vue de mettre fin à ce différend régional.

La Côte d'Ivoire estime, par ailleurs, que les efforts du Maroc en vue d'un règlement définitif de ce différend, notamment l'initiative d'autonomie, paraissent sérieux et crédibles et constituent une bonne base de discussion. Enfin, ma délégation apporte son plein soutien aux réalisations du Maroc en matière des droits de l'homme, à travers le rôle joué par les commissions du Conseil national des droits de l'homme à Dakhla et à Laayoune et de l'interaction entre le Maroc et les mécanismes relevant des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies.

La Côte d'Ivoire saisit cette occasion pour saluer l'engagement de M. Colin Stewart, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la MINURSO, dont l'action sur le terrain, dans un environnement difficile, permet de veiller au respect des accords militaires, des obligations respectives et de maintenir la paix dans la région.

Pour conclure, la Côte d'Ivoire exhorte les parties prenantes, les États voisins et la communauté internationale à mutualiser leurs efforts afin de trouver une issue définitive à ce différend, dans la perspective d'une redynamisation de l'Union du Maghreb arabe, pour le bénéfice des populations de la région.

M. Trullols Yabra (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Nous nous félicitons de l'adoption de la résolution 2494 (2019), qui renouvelle le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), et nous remercions les États-Unis de son travail en tant que rédacteur. La République dominicaine a voté pour la résolution 2494 (2019). Il s'agit en effet d'un texte équilibré qui énonce les mesures prises par le Conseil

de sécurité pour faire avancer le processus politique au Sahara occidental et souligne l'importance du rôle que joue la MINURSO. La résolution souligne qu'il convient de parvenir à une solution politique réaliste, pragmatique et durable, qui repose sur le compromis.

Dans cette résolution, le Conseil de sécurité exprime son plein appui aux efforts du Secrétaire général et rend hommage au travail louable réalisée par le Président Köhler, qui a donné un nouvel élan aux premières tables rondes entre le Maroc, le Frente Popular para la Liberación de Saguía el-Hamra y de Río de Oro (Front POLISARIO), l'Algérie et la Mauritanie. Nous espérons que le nouvel Envoyé personnel du Secrétaire général poursuivra ces efforts. La résolution proroge le mandat de la MINURSO pour une période de 12 mois, afin de donner au futur Envoyé personnel du Secrétaire général le temps d'engager des consultations avec les parties prenantes et de poursuivre le processus politique en vue de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable.

Enfin, la République dominicaine estime que le plan marocain d'autonomie représente un pas important et crédible vers une solution négociée au Sahara occidental.

M. Bourisly (Koweït) (*parle en arabe*) : Le Koweït a voté pour la résolution 2494 (2019), qui proroge le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) jusqu'au 31 octobre 2020. En effet, nous sommes convaincus que la Mission joue un rôle positif. Nous aurions aimé que cette résolution soit adoptée à l'unanimité. Toutefois, nous remercions la délégation des États-Unis, en sa qualité de rédacteur, de leurs efforts et nous saluons la prorogation du mandat de la Mission pour une année, que nous avions réclamée à plusieurs reprises. Ce nouveau mandat donnera aux acteurs concernés suffisamment de temps pour faire avancer le processus politique. L'État du Koweït appuie les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et les efforts déployés par le Secrétaire général en vue de parvenir à une solution acceptable pour toutes les parties. Nous soulignons également que la MINURSO joue un rôle important et qu'il faut veiller à ce qu'elle puisse s'acquitter pleinement de son mandat.

Nous voudrions exprimer nos remerciements et notre gratitude à M. Horst Köhler, l'ancien Envoyé personnel du Secrétaire général, pour ses bons offices, qui ont permis de faire avancer le processus politique et de créer une dynamique qui nous a redonné espoir qu'il

est possible de trouver une solution politique réaliste et pratique fondée sur le consensus. Nous espérons que son successeur lui emboîtera le pas. Nous attendons avec intérêt la reprise des tables rondes avec la participation de toutes les parties, sans conditions préalables et de bonne foi, en maintenant la fréquence des réunions afin de promouvoir la confiance et la convergence de vues. Le Koweït espère vivement que la sécurité, la stabilité et la prospérité seront renforcées dans le Maghreb arabe. Nous tenons à réaffirmer la position du Koweït en faveur du plan marocain d'autonomie pour le Sahara occidental. Il s'agit d'un choix constructif visant à parvenir à une solution acceptable pour toutes les parties. Par ailleurs, nous réaffirmons qu'il importe de respecter la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale du Maroc.

M. Safronkov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Dans le cadre des efforts internationaux visant à régler la question du Sahara occidental, nous voudrions réaffirmer la position bien connue et immuable de la Fédération de Russie.

Nous sommes favorables à une approche équilibrée et impartiale de la question et nous appuyons des négociations directes entre le Maroc et le Frente Popular para la Liberación de Saguía el-Hamra y de Río de Oro (Front POLISARIO). En tant que membre permanent du Conseil de sécurité et membre du Groupe des amis du Sahara occidental, nous continuons de collaborer activement avec toutes les parties concernées et de travailler avec les Marocains, les membres du Front POLISARIO, les Algériens et les Mauritaniens. La Russie entretient depuis toujours des relations étroites et amicales avec tous les États concernés, auxquelles nous tenons. Nous sommes convaincus que seule une solution mutuellement acceptable, fondée sur les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, dans le cadre de procédures conformes aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, sera stable et viable.

Nous appuyons les activités de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), au sein de laquelle sont déployés des observateurs militaires russes. La Mission joue un rôle stabilisateur crucial dans la région. Son action efficace contribue à maintenir un environnement favorable à la promotion d'un règlement de la question du Sahara occidental. Nous saluons les efforts de l'ancien Président Köhler, qui a malheureusement dû démissionner de son poste d'Envoyé personnel du Secrétaire général et qui a beaucoup fait pour maintenir

le dialogue entre les parties. Nous attendons avec intérêt la nomination d'un nouvel Envoyé personnel du Secrétaire général et nous espérons que des progrès seront réalisés dans la préparation du prochain cycle de négociations à Genève entre les parties concernées par le règlement de la question du Sahara occidental, avec la participation des pays voisins. Nous sommes favorables à la participation de toutes les personnes invitées à un dialogue constructif, sans conditions préalables et en vue de parvenir à des solutions mutuellement acceptables.

Nous sommes conscients de la nécessité de poursuivre l'exécution des tâches qui relèvent du mandat de la Mission. Dans le même temps, nous estimons qu'il n'est pas judicieux d'essayer d'utiliser la résolution 2494 (2019), adoptée aujourd'hui et qui renouvelle ce mandat, pour préjuger de l'orientation du processus de négociation mené sous les auspices de l'ONU ou pour modifier les approches qui ont été déjà convenues, telles qu'énoncées dans des résolutions précédentes. Malheureusement, ces dernières années, des modifications ont été apportées aux résolutions prorogeant le mandat de la MINURSO, ce qui, à notre avis, porte atteinte à l'approche impartiale et objective du Conseil de sécurité. Il est inacceptable de brouiller les paramètres qui ont déjà été approuvés qui, entre autres choses, définissent un plan pour le règlement de la question et prévoient une solution mutuellement acceptable qui garantisse l'autodétermination du peuple du Sahara occidental, conformément aux buts et principes énoncés dans la Charte. Nous n'étions pas d'accord avec ces modifications arbitraires par le passé et nous ne pouvons pas les appuyer maintenant. La substitution des principes de base d'un règlement de la question du Sahara occidental par des termes généraux sur la nécessité d'adopter des approches réalistes ou de faire des compromis crée de l'ambiguïté, sape la crédibilité de notre travail et assombrit les perspectives d'un processus politique.

La Russie continuera d'être un acteur impartial et équilibré dans le règlement de la question du Sahara occidental, en maintenant le contact avec tous les acteurs régionaux. Nous nous emploierons activement à appuyer le processus de négociation, étant entendu que seules les parties elles-mêmes peuvent élaborer les solutions qui serviront les intérêts de la sécurité et de la stabilité régionales. Il ne faut pas permettre aux différentes forces extrémistes dans la région de profiter du vide dans le processus de paix et de l'absence de solution à cette question, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur la situation militaire et politique dans toute

la région. Il est urgent de consolider les positions des acteurs extérieurs afin d'éviter un tel scénario.

M. Wu Haitao (Chine) (*parle en chinois*) : La Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) a exécuté avec diligence le mandat que lui a confié le Conseil de sécurité en contribuant aux efforts visant à trouver une solution politique à la question du Sahara occidental et à préserver la stabilité de la région. La Chine salue les efforts des soldats de la paix de la MINURSO et appuie le renouvellement du mandat de la Mission.

La résolution 2494 (2019), que le Conseil vient d'adopter, renouvelle le mandat de la MINURSO pour 12 mois. Elle témoigne de la détermination du Conseil à respecter le mandat de la Mission et à promouvoir un règlement politique de la question du Sahara occidental. La Chine espère qu'à l'avenir les consultations au sein du Conseil sur les projets de résolution renouvelant le mandat de la MINURSO permettront de parvenir à un texte plus équilibré et à un consensus.

La Chine apprécie les efforts déployés par M. Köhler, Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental, pour user de ses bons offices sur la question, et espère qu'un nouvel Envoyé personnel sera nommé sans délai afin que les tables rondes puissent reprendre dès que possible en vue de faire avancer le processus politique sur cette question. La Chine maintiendra sa position objective et impartiale et appuiera l'action menée par l'ONU pour promouvoir une solution politique à la question du Sahara occidental. Nous encourageons les parties à rechercher une solution juste et durable acceptable pour tous par le biais de négociations fondées sur les résolutions pertinentes du Conseil.

M. Duclos (Pérou) (*parle en espagnol*) : Nous nous félicitons de l'adoption de la résolution 2494 (2019), pour laquelle nous avons voté car nous l'estimons nécessaire pour appuyer le rôle fondamental joué par la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental pour maintenir le calme et préserver le cessez-le-feu dans la zone tampon, et conforme aux efforts déployés par le Secrétaire général pour relancer le processus politique au Sahara occidental. Nous estimons qu'il est urgent de reprendre ce processus politique sans conditions préalables et de bonne foi afin de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable entre les parties sur la base du droit international et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité prévoyant l'autodétermination du peuple du Sahara occidental.

Nous sommes reconnaissants du travail accompli par le Président Horst Köhler, qui a rétabli une dynamique positive dans le cadre du processus politique, et nous espérons que son remplaçant sera nommé dès que possible afin de maintenir cet élan. Nous sommes convaincus que les parties et les États voisins resteront fermement déterminés à poursuivre le processus de négociation dans le cadre des pourparlers parrainés par l'ONU et par l'intermédiaire du prochain Envoyé personnel Secrétaire général.

M. Djani (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord réitérer le plein appui de ma délégation au processus politique mené par les bons offices du Secrétaire général. L'Indonésie félicite le Président Horst Köhler, ancien Envoyé personnel du Secrétaire général, pour les efforts inlassables qu'il a déployés en vue de relancer le processus politique, ce qui a imprimé un nouvel élan positif en encourageant les parties à reprendre les pourparlers directs et à trouver une solution durable à leur différend. Il importe de veiller à ce que le Conseil, de concert avec toutes les parties prenantes concernées, maintienne cette nouvelle dynamique et s'appuie sur les résultats obtenus jusqu'ici. Ma délégation tient donc à souligner la nécessité pour le Secrétaire général de nommer au plus tôt son prochain envoyé personnel. Et bien qu'il s'agisse là d'une question urgente, il faut que ce soit quelqu'un de crédible et d'acceptable pour toutes les parties.

L'Indonésie tient également à remercier la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) et à souligner son rôle central. Le mandat de la Mission est essentiel au maintien de la paix et de la stabilité dans la région, condition nécessaire aux pourparlers de paix auxquels toutes les parties participent. L'Indonésie, en tant que pays fournisseur de contingents, y compris à la MINURSO, appuie le renouvellement du mandat de la Mission pour une période de 12 mois. Ce renouvellement créera un meilleur sentiment de certitude et de prévisibilité et améliorera la capacité de la Mission à gérer sa planification et ses opérations. En même temps, il donnera au Secrétaire général et à son nouvel envoyé suffisamment de latitude pour se préparer au processus politique à venir.

Nous tenons à remercier les États-Unis, en tant que rédacteur, d'avoir préparé le texte de la résolution 2494 (2019). Nous saluons également l'engagement constructif de toutes les parties dans le processus politique. Nous leur demandons de rester attachés à cet objectif et d'apporter leur plein appui et leur

entière coopération au futur Envoyé personnel en vue de parvenir à une solution politique mutuellement acceptable.

M. de Rivière (France) : La France se félicite de l'adoption de la résolution 2494 (2019).

Je souhaite en premier lieu réitérer le plein soutien de la France au travail du Représentant spécial, Colin Stewart, et de l'ensemble de ses équipes. Je salue leurs efforts pour renforcer l'efficacité de la Mission ainsi que la protection de ses personnels, et pour féminiser ses effectifs, en ligne avec le programme pour les femmes et paix et sécurité.

La Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) joue un rôle essentiel pour assurer le respect des accords de cessez-le-feu et prévenir tout conflit à travers ses échanges avec les parties. Elle constitue ainsi un facteur clef pour la stabilité de la région et contribue à créer les conditions nécessaires à la reprise du processus politique.

La France se réjouit tout particulièrement du retour à un mandat d'un an, qui doit rester la norme en matière de maintien de la paix. Un tel mandat permet d'assurer une continuité, ainsi qu'une plus grande prévisibilité dans la gestion de cette mission. Nous nous félicitons enfin du calme relatif de la situation sur le terrain et rappelons l'importance que toutes les parties respectent pleinement les accords de cessez-le-feu, en particulier dans la zone tampon de Guerguerat où la situation reste volatile, et qu'elles maintiennent un dialogue continu avec le Représentant spécial.

En second lieu, je tiens à rendre hommage au travail effectué par le Président Köhler. Son engagement personnel et ses efforts continus ont permis d'insuffler un nouvel élan au processus politique, avec l'organisation de deux tables rondes réunissant le Maroc, le Frente Popular para la Liberación de Saguía el-Hamra y de Río de Oro (Front POLISARIO), l'Algérie et la Mauritanie pour la première fois depuis 2012. La nomination d'un nouvel envoyé personnel sera importante pour permettre que cette dynamique positive se poursuive. C'est le sens de cette résolution, qui encourage la reprise du processus politique en s'appuyant sur les progrès accomplis.

Nous rappelons le plein soutien de la France aux efforts du Secrétaire général en faveur d'une solution politique juste, durable et mutuellement agréée au Sahara occidental, conformément aux résolutions du Conseil. Dans ce cadre, la France considère que le plan d'autonomie marocain de 2007 constitue une base sérieuse et crédible de discussions en vue de la reprise du dialogue.

M. Licharz (Allemagne) (*parle en anglais*) : Nous nous félicitons de l'adoption aujourd'hui par le Conseil de sécurité de la résolution 2494 (2019), qui renouvelle le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) jusqu'au 31 octobre 2020. Le travail de la Mission est vital pour assurer la stabilité sur le terrain et, partant, offrir un espace au processus politique. Nous tenons à remercier explicitement l'ancien Envoyé personnel du Secrétaire général, Horst Köhler, d'avoir réussi à faire avancer le processus politique, créant ainsi un nouvel élan pour des négociations directes. Il sera crucial de nommer un nouvel Envoyé personnel dès que possible afin de poursuivre sur cette lancée et de tirer parti des progrès accomplis. Nous appelons les parties à accorder à son successeur le même soutien et la même confiance qu'au Président Köhler.

Outre la nomination d'un nouvel envoyé, il est crucial de veiller à ce que le Conseil reste engagé et fasse tout ce qui est en son pouvoir pour soutenir les progrès sur le volet politique. Pour que le processus politique réussisse, la situation sur le terrain doit rester calme. Nous félicitons donc la MINURSO, ses soldats de la paix et le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Stewart, pour leur travail inlassable et engagé. Nous appelons toutes les parties à dialoguer de manière constructive avec le Représentant spécial et à lui donner les moyens de s'acquitter pleinement de son mandat.

M. Ondo Angue (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Tout d'abord, je voudrais exprimer ma gratitude au rédacteur de ce projet de résolution, les États-Unis, pour avoir présenté la résolution 2494 (2019), sans négliger les différentes observations de tous les membres du Conseil de sécurité, ainsi que de toutes les parties concernées.

La République de Guinée équatoriale a décidé de voter pour la résolution 2494 (2019). Ce vote favorable confirme ainsi que la République de Guinée équatoriale réitère son plein appui à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) et à son chef, le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Colin Stewart. Nous nous félicitons vivement des progrès importants accomplis par l'ancien Envoyé personnel du Secrétaire général et, pour cette raison, ma délégation tient à rappeler à la personne qui le suivra qu'il est de la plus haute importance qu'elle bâtisse son prochain projet sur cette base importante et stable créée par M. Köhler, sans oublier l'engagement pris par toutes les parties de tenir une troisième réunion dans le même format.

La République de Guinée équatoriale estime que, quelle que soit la gravité du conflit, on ne peut y mettre fin et instaurer la paix que par un dialogue franc et inclusif fondé sur une solution politique réaliste, pragmatique et durable.

Pour conclure, la République de Guinée équatoriale tient à saluer les avancées enregistrées par le Royaume du Maroc en matière de promotion des droits de la personnes grâce aux diverses mesures et initiatives qu'il a prises, au rôle joué par les commissions du Conseil national des droits de l'homme à Dakhla et à Laayoune, et à l'interaction entre le Maroc et les mécanismes relevant des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, ainsi que cela est mentionné au dix-neuvième alinéa du préambule de la résolution.

Il est possible que ce soit la dernière fois durant notre mandat au Conseil que nous discutons de la question de la MINURSO. Dans pareil cas, nous souhaitons que les efforts déployés soient couronnés de succès et qu'une solution définitive soit trouvée dans l'intérêt de toutes les parties concernées, de la communauté internationale et de l'ONU, en sa qualité d'organisation chargée de garantir la paix et la sécurité internationales au profit d'un monde meilleur.

M. Jamróz (Pologne) (*parle en anglais*) : La Pologne se félicite de l'adoption de la résolution 2494 (2019). Nous avons voté pour afin d'exprimer notre gratitude pour le travail accompli par M. Horst Köhler en tant qu'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental. Son dévouement et ses efforts inlassables pour relancer le processus politique nous permettent d'espérer qu'une solution politique à la question du Sahara occidental est possible.

À cet égard, nous attendons avec intérêt la nomination d'un nouvel Envoyé personnel afin de poursuivre le processus politique conduit par l'ONU. Nous croyons en une solution politique inclusive, durable et acceptable pour toutes les parties au différend et fondée sur les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

La Pologne salue le rôle de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) en matière de maintien de la paix et de la stabilité et de soutien au processus de paix. Nous pensons que la résolution adoptée aujourd'hui par le Conseil de sécurité est une étape importante pour faire avancer ce processus. À cet égard, je voudrais remercier les États-Unis, en leur qualité de rédacteurs, pour les

efforts qu'ils ont déployés au cours des négociations. Nous nous félicitons que le Conseil de sécurité ait décidé aujourd'hui de proroger de 12 mois le mandat de la MINURSO. Nous pensons que ce mandat doit être maintenu jusqu'à ce que des progrès fiables aient été réalisés.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de l'Afrique du Sud.

D'emblée, l'Afrique du Sud tient à réaffirmer son appui sans réserve et résolu à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO). La Mission, comme son nom l'indique, a été créée il y a près de 30 ans, avec pour mandat d'organiser un référendum pour permettre au peuple du Sahara occidental d'exercer son droit à l'autodétermination. Nous déplorons que ce référendum n'ait hélas pas eu lieu, privant les populations du territoire du Sahara occidental de ce droit universellement accepté.

L'Afrique du Sud tient une fois de plus à saluer le processus politique facilité par les bons offices du Secrétaire général, par l'entremise de son ancien Envoyé spécial, M. Horst Köhler, ainsi que les efforts du Représentant spécial et Chef de la MINURSO, M. Colin Stewart. Un nouvel Envoyé personnel doit être nommé dès que possible afin de poursuivre ce processus.

Bien que la résolution 2494 (2019), qui vient d'être adoptée, contienne de nombreux paragraphes avec lesquels l'Afrique du Sud peut être d'accord, il reste plusieurs éléments qui préoccupent notre délégation et qui sont les suivants.

Premièrement, le texte, dans sa forme actuelle, n'est pas équilibré. Il ne reflète pas fidèlement les initiatives malheureuses entreprises par les deux parties, le Maroc et la République arabe sahraouie démocratique, ainsi qu'elles sont désignées en tant que membres de l'Union africaine, la dernière étant représentée dans le processus politique en discussion par le Frente Popular para la Liberación de Saguía el-Hamra y de Río de Oro (Front POLISARIO). Les deux parties sont membres de l'Union africaine.

Deuxièmement, nous constatons qu'une fois de plus, les termes « réaliste », « pragmatique » et « compromis » sont utilisés dans la résolution. Ces références sont une tentative de remettre en cause le principe de l'autodétermination du peuple du Sahara occidental, lequel, comme l'ont établi de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de

sécurité, s'applique à la situation concernant le Sahara occidental. Le Conseil doit réaffirmer sans réserve son engagement de longue date et sans ambiguïté en faveur du droit à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental.

L'Afrique du Sud aurait préféré un mandat de six mois pour la MINURSO, ce qui, selon nous, aurait permis au Conseil de se réunir régulièrement pour examiner les progrès réalisés dans la nomination de l'Envoyé spécial et l'état d'avancement du processus politique. L'argument avancé pour que le Conseil se réunisse régulièrement sur les questions inscrites à son ordre du jour devrait aussi valoir pour la situation concernant le Sahara occidental. Le Sahara occidental ne doit pas être traité différemment des autres questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil qui connaissent des circonstances similaires, et nous ne devons pas permettre qu'on applique à cette question une politique du « loin des yeux, loin du cœur ».

L'Afrique du Sud se félicite de la référence aux droits de l'homme dans les dix-septième à vingtième alinéas du préambule de la résolution 2494 (2019). Toutefois, nous tenons à réaffirmer la nécessité d'un mandat officiel en matière de droits de l'homme pour renforcer la surveillance des éventuelles violations des droits de l'homme commises par les deux parties, le Maroc et le Front POLISARIO.

Enfin, nous tenons à souligner une fois de plus que le texte doit faire la distinction entre les parties au conflit, le Maroc et le Front POLISARIO, et les États voisins que sont l'Algérie et la Mauritanie. Nous tenons à indiquer une fois encore que la méthode de travail suivie par le Conseil sur cette question, aux termes de laquelle il délègue sa responsabilité au Groupe des Amis pour le Sahara occidental, continue de préoccuper gravement l'Afrique du Sud. Nous n'avons cessé de signaler que cette manière de faire est problématique, en particulier en raison du caractère non représentatif du Groupe, qui ne comprend pas un seul membre africain du Conseil, alors qu'il s'agit d'une question africaine.

Les préoccupations quant au fond que nous venons de soulever au sujet du texte auraient pu et auraient dû être soulevées pendant les négociations sur le texte. Toutefois, et bien que nous ayons été élus par l'Assemblée générale pour siéger au Conseil de sécurité et participer à ses travaux, nous n'avons pas eu la possibilité de le faire. La procédure en place fait qu'on présente aux membres du Conseil qui ne sont pas membres du Groupe des Amis un texte qui est à prendre

ou à laisser, ce qui n'est pas tenable et ne nous permet pas de nous acquitter de notre mandat.

L'Afrique du Sud réaffirme sa position de principe sur la situation concernant le Sahara occidental, qui demeure la dernière colonie du continent africain, inscrite par l'ONU comme territoire non autonome. Compte tenu de nos préoccupations et après examen du texte dont nous sommes saisis, qui renouvelle le mandat de la MINURSO et approuve le processus politique

engagé par l'ancien Envoyé personnel du Secrétaire général, l'Afrique du Sud n'a pas été en mesure de voter pour la résolution. C'est pourquoi nous nous sommes abstenus dans le vote.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Il n'y a pas d'autre nom inscrit sur ma liste.

La séance est levée à 15 h 40.